

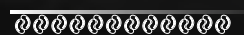


NATIONS UNIES  
COMORES



# RAPPORT ANNUEL

2024



# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES	6
PARTENAIRES CLÉS	7
LES COMORES EN BREF	8
<b>CHAPITRE 1</b>	<b>11</b>
PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL	
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>13</b>
APPUI DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	
2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération	13
2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération	18
2.3. Partenariats et financement du Programme 2030	39
2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble: cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	39
2.5. Évaluations et leçons apprises	40
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources	41
<b>CHAPITRE 3</b>	<b>45</b>
PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR	
<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b>	<b>46</b>



# AVANT-PROPOS



*Chères lectrices, chers lecteurs,*

L'année 2024 se situe à mi-parcours du cycle du Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2022-2026 aux Comores. Ce rapport annuel présente un bilan des actions menées en partenariat avec les autorités nationales, la société civile, le secteur privé et les partenaires de développement, en réponse aux défis structurels du pays et aux priorités définies dans le Plan Comores Émergent (PCE). Cette année a été marquée par des avancées notables dans plusieurs secteurs, mais également par des défis politiques, économiques et climatiques qui nécessitent un engagement renforcé et une coopération accrue pour garantir un développement inclusif et durable.

L'année écoulée a été marquée par des dynamiques contrastées. Sur le plan politique, les élections présidentielles et des gouverneurs de janvier 2024 ont redéfini l'échiquier institutionnel, renforçant d'un côté la continuité, mais ravivant de l'autre des tensions post-électorales. Cette situation rappelle l'urgence du dialogue et de la cohésion sociale, conditions indispensables à la paix et à la stabilité. Sur le plan économique, des progrès ont été accomplis, avec des initiatives majeures telles que l'ouverture du marché du riz et le développement des énergies renouvelables. Toutefois, des défis subsistent : l'épidémie du choléra causant 152 décès sur un nombre cumulé de plus de 10.500 cas, les délestages électriques, la vulnérabilité aux chocs externes et les risques climatiques continuent d'entraver la croissance et le bien-être des populations.

Face à ces défis, l'Équipe de Pays des Nations Unies a poursuivi son appui aux priorités nationales. Structurées autour des quatre piliers stratégiques du Plan-cadre de Coopération (Planète, Prospérité, Peuple et Paix), l'action des Nations Unies a soutenu plusieurs domaines : la gestion durable des ressources naturelles et maritimes, la résilience climatique, l'amélioration de l'accès aux services sociaux essentiels, la création d'emplois ou encore le renforcement de la gouvernance démocratique.

Avec un investissement cumulé d'un peu moins de 100 millions USD depuis 2022, les Nations Unies contribuent à renforcer la protection sociale, la santé, l'éducation, l'autonomisation économique et l'égalité des genres.

Alors que l'année 2025 s'annonce stratégique pour le pays, marquant le double 50e anniversaire de son indépendance et de son admission à l'Organisation des Nations Unies, le Système des Nations Unies demeure engagé à accompagner les Comores dans la consolidation des acquis et le renforcement du partenariat. Les interventions à venir se focaliseront sur les priorités nationales concernant l'accélération de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), le renforcement de la résilience face aux risques climatiques et de sécurité alimentaire, l'amélioration des services éducatifs et sanitaires, la création d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes ou encore la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

Ce rapport est bien plus qu'un document administratif. Il matérialise notre engagement de redevabilité envers notre pays hôte, les Comores, envers nos partenaires et envers le Secrétaire Général des Nations Unies. Il est aussi une invitation à la réflexion, à l'échange et à l'amélioration continue. Vos observations et suggestions seront toujours les bienvenues, car c'est ensemble que nous réussissons.

Marahaba mendji !



*James Tsok Bot*  
Coordonnateur Résident du Système  
des Nations Unies aux Comores

# ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES



L'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) est composée des chefs des agences, fonds et programmes des Nations Unies actifs aux Comores. L'UNCT dirige la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026, signé par les 21 entités onusiennes en 2021, tout en étant guidé par l'appui-conseil du groupe Programme.

L'Équipe de pays participe au comité de pilotage, qui coordonne

avec le Gouvernement la mise en œuvre de l'approche « Unis dans l'action ».

Ainsi, les organismes des Nations Unies aux Comores travaillent conjointement avec le Gouvernement et les partenaires pour améliorer la vie et le bien-être des populations, réduire les inégalités et soutenir la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.



## PARTENAIRES CLÉS

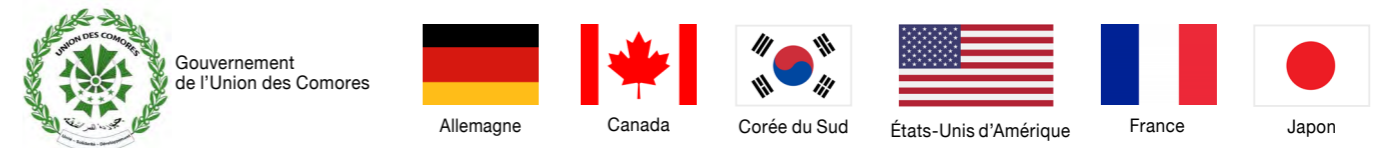
Aux Comores, les principaux partenaires de l'Équipe de pays des Nations Unies dans la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération sont le Gouvernement (à travers le Commissariat général au Plan et les ministères sectoriels), les institutions nationales, les organisations internationales de développement, les institutions financières, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les médias.

Le Gouvernement co-préside, avec le Système des Nations Unies, le comité de pilotage du Plan-cadre de coopération,

veillant ainsi à son alignement aux priorités nationales contenues dans le Plan Comores Émergent.

L'Équipe de pays tient à remercier le Gouvernement des Comores pour sa confiance renouvelée au Système des Nations Unies. La mise en œuvre du Cadre de Coopération a été également soutenue par les différentes contributions de fonds, agences et programmes de développement et de coopération internationale.

## PAYS PARTENAIRES



## ENTITÉS PARTENAIRES



# COMORES EN BREF



L'archipel des Comores est situé dans l'Océan Indien, à l'entrée nord du canal de Mozambique, entre Madagascar et la côte Est du continent Africain. Petit État insulaire en développement (PEID), l'archipel est constitué de quatre îles d'origine volcanique à savoir Ngazidja (Grande Comore), Mwali (Mohéli), Ndzuwani (Anjouan) et Maoré (Mayotte – sous administration française). Grâce à sa situation géographique stratégique, la richesse de sa biodiversité et son appartenance à des espaces d'intégration régionale (COMESA, SADC, COI et ZLECAf), le pays possède de nombreux atouts à exploiter afin de devenir un nouveau pays émergent.



## Les Comores sont connues pour :

- Premier producteur mondial d'ylang-ylang (70% de la production mondiale)
- Quatrième producteur mondial de girofle
- Top 10 des producteurs mondiaux de vanille
- Top 5 des pays les plus densément peuplés d'Afrique
- Le volcan Karthala, toujours actif, dont la caldeira est l'un des plus grands cratères au monde.



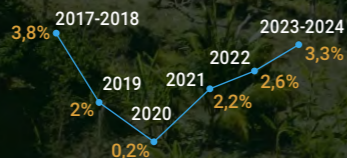
**Population : 889 676<sup>1</sup>**

- Femmes : **49,4%**
- Milieu urbain : **35,0%**
- Milieu rural : **65,0%**
- Jeunes de moins de 15 ans : **37,0%**
- Densité : **407** habitants au KM<sup>2</sup>



## Economie

**Taux de croissance du PIB<sup>2</sup>**



- Population vivant en dessous du seuil de pauvreté (2020) : **44,8%**



## Santé

- Nombre de médecins pour 10 000 habitants (2020)<sup>3</sup>: **3,0**
- Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)<sup>4</sup>: **53**
- Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)<sup>4</sup>: **30**



## Environnement

- Perte de **90%** de la superficie forestière (1950 – 2016)
- Espèces végétales disparues entre 2000 et 2006 : **15%**
- Indice de vulnérabilité au changement climatique : **158**



Source: VNR 2023

1 Résumé des projections démographiques des Comores à partir des données du RGPH 2017, INSEED, Juillet 2022.  
 2 Rapport annuel, Banque Centrale des Comores, 2023  
 3 Stratégie de coopération et de partenariat OMS- Comores 2022-2026, p.6  
 4 Enquête MICS 2022

# PRINCIPAUX AXES DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL



L'année 2024 constitue la troisième année de mise en œuvre du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 (UNSDCF 2022-2026) aux Comores.

- **Sur le plan politique**, les élections présidentielles et celles des gouverneurs, tenues le 14 janvier 2024, ont conduit à la réélection du président Azali Assoumani et des gouverneurs affiliés au parti au pouvoir dès le premier tour. Bien que ces résultats aient suscité des tensions post-électorales, accompagnées de violences ayant causé un décès, des blessés, plusieurs arrestations, et des dégâts matériels, les autorités ont réaffirmé leur engagement à garantir la stabilité. Ce climat de méfiance a également affecté la période pré-électorale des scrutins législatifs et municipaux de 2025, marqués par des appels au boycott des principales formations d'opposition. Il met en évidence l'importance d'un dialogue inclusif et constructif pour renforcer la confiance entre les acteurs politiques et consolider la cohésion sociale.
- **En matière de droits humains**, le quatrième cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU) de l'Union des Comores s'est tenu en 2024. Le pays a accepté 194 des 255 recommandations reçues, portant sur la ratification de conventions internationales, le renforcement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL), et l'amélioration des droits des femmes et des minorités, la persistance des violences basées sur le genre, incluant enlèvements, agressions et meurtres de jeunes filles, appelant à des mesures urgentes adaptées. Un soutien technique et financier, en particulier au profit de la CNDHL, et du comité interministériel chargé du suivi de la mise en œuvre de ces recommandations sera nécessaire pour une mise en œuvre effective.
- **Sur le plan économique**, l'économie comorienne affiche une croissance projetée de 3,5% en 2024, avec un PIB estimé à 1,40 milliard USD. Cette progression témoigne d'efforts constants pour renforcer la résilience économique, malgré une dépendance persistante aux importations et une vulnérabilité aux chocs externes. Les délestages électriques réguliers entravent le quotidien et le développement économique. La mise en service d'une centrale photovoltaïque sur l'île de Ngazidja, à Mitsamiouli, en 2024 constitue une avancée notable vers la diversification énergétique, bien que la demande continue de dépasser

l'offre. La libéralisation du marché du riz ordinaire en 2024, avec l'octroi de licences d'importation à douze opérateurs privés et la fin du monopole de l'Office National d'Importation et de Commercialisation du Riz (ONICOR), constitue un acte majeur pour la sécurité alimentaire et la compétitivité.

- **En termes d'urgences humanitaires**, l'année 2024 est marquée par des crises sanitaires, notamment une épidémie de choléra déclarée le 2 février, affectant plus de 10 000 personnes et causant 152 décès. Cette situation souligne les lacunes dans la gestion des urgences sanitaires et la nécessité de tirer des leçons de la pandémie de COVID-19. Parallèlement, le pays a fait face à deux phénomènes extrêmes : le cyclone Hidaya en début mai, ayant causé un décès et des pertes matérielles ; le cyclone Chido en décembre, ayant ravagé Mayotte, causant de nombreux décès et dégâts matériels sur l'île et des dommages sur le reste de l'archipel.
- **Sur le plan régional**, les Comores ont manifesté un intérêt croissant à renforcer la lutte contre les trafics illicites transfrontaliers (trafic illicite des migrants et traite de personne) dans le canal de Mozambique. Ainsi, un accord de coopération en matière de sécurité maritime signé avec les États-Unis prévoit la livraison de cinq drones de surveillance et la formation de militaires comoriens, soit un investissement de 3,8 millions de dollars. Dans cette dynamique, le Japon a octroyé trois bateaux rapides pour renforcer les capacités nationales en surveillance maritime. Aussi, la coopération avec la Tanzanie a été amorcée pour le renforcement de la gestion des flux migratoires à l'échelle régionale.

En outre, l'accord du 3 octobre 2024 concernant la rétrocession des îles Chagos par le Royaume-Uni à l'île Maurice a ravivé les débats sur les différends territoriaux dans l'océan Indien. Les Comores, revendiquant la souveraineté sur Mayotte, suivent de près ces évolutions, espérant que des solutions similaires puissent être envisagées pour leurs propres revendications territoriales.





# CHAPITRE 2 APPUI DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT



## 2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération

Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2022 – 2026 (UNSDCF 2022-2026) est le programme unique de l'Equipe de Pays des Nations Unies pour contribuer aux priorités de l'Union des Comores et l'accompagner dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Ce cadre de coopération demeure aligné au Plan Comores Émergent (PCE)-horizon 2030 et à son plan opérationnel, le plan de relance post-COVID 2022-2026. Il contribue à relever les défis majeurs ci-après retenus dans le PCE sous forme de priorités nationales. Ces mêmes défis sont identifiés dans le Bilan Commun Pays (CCA) et restent d'actualité selon sa version mise à jour en 2024 :

- **Une exploitation** non durable des écosystèmes terrestres et lagunaires et de ses immenses ressources,
- **Des écosystèmes** marins et côtiers fortement affectés par les pressions liées à l'érosion, aux pollutions diverses et à la surpêche,
- **Une vulnérabilité** élevée et une faible capacité de résilience face aux changements climatiques, etc.
- **Les contraintes** structurelles empêchant la stimulation de la croissance économique inclusive, pro-pauvre et créatrice d'emplois décents pour la jeunesse comorienne,
- **La persistance** de la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation,
- **Une gouvernance** politique, institutionnelle, administrative et économique fragile, marquée par une faible participation citoyenne aux affaires publiques, une efficacité limitée des administrations, un climat des affaires peu attractif, ainsi qu'une sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles locales et nationales.

L'UNSDCF 2022-2026 comprend quatre grands résultats (Effets) liés aux quatre piliers suivants :

### • PILIER PLANÈTE



dont les interventions concernent les domaines de la gouvernance des écosystèmes terrestres, l'approvisionnement en eau, l'énergie, la résilience écologique et l'habitat durable,

### • PILIER PROSPÉRITÉ



ayant comme domaines d'intervention l'emploi décent, les systèmes productifs, l'entrepreneuriat et la compétitivité de l'économie,

### • PILIER PEUPLE



comprenant les domaines de la gouvernance du système de santé, l'offre des services essentiels de santé, d'éducation et de formation, la protection sociale incluant les violences faites aux femmes et aux enfants,

### • PILIER PAIX



dont les domaines d'intervention sont la promotion de l'Etat de droit, l'égalité de genre, la prévention et la gestion des conflits, la gestion du développement, les droits humains, et le développement des partenariats stratégiques.

L'appui cumulé de ces trois premières années du cycle a occasionné un investissement d'environ 76 millions USD représentant 24,4% des ressources totales planifiées et 30,8% des ressources déjà mobilisées pour le cycle programmatique 2022-2026.

En dépit des contraintes liées notamment à la faiblesse des capacités nationales et des impacts des crises successives (pandémie COVID-19 et crise russo-ukrainienne), certains progrès sont réalisés à la suite de ces trois premières années de la mise en œuvre du Plan-cadre.

# CONTRIBUTION À LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES INITIATIVES MONDIALES



## ÉGALITE DE SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES :

Mise en place de la section comorienne du réseau des femmes leaders africaines (AWLN)



## LANCEMENT DU CHAPITRE AWLN COMORES : Une avancée majeure pour le leadership féminin



Mme Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité et M. Tsok James Bot, Coordonnateur Résident du SNU aux Comores.

Le Réseau des femmes leaders africaines (AWLN), mouvement continental appuyé par ONU Femmes et l'Union africaine, promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Il vise à contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2063 et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Son objectif est de renforcer le leadership des femmes sur le continent à travers la promotion de la paix et de la sécurité, la gouvernance, l'autonomisation économique, l'inclusion sociale et la participation politique des femmes.

Dans le cadre de son déploiement dans les pays africains,

AWLN a lancé son Chapitre national avec une cérémonie officielle tenue le 21 novembre 2024 à Moroni en présence de Mme Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, de la ministre de la Promotion du Genre, de la Solidarité et de l'Information, Mme Fatima Ahamada et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies aux Comores, M. Tsok James Bot.

### ■ Un tournant décisif pour le leadership féminin aux Comores

Le Chapitre AWLN Comores est porté principalement par des femmes leaders comoriennes. Il vise à créer un réseau collaboratif qui soutient la paix, la cohésion sociale, l'autonomisation économique féminine et la participation des femmes à la prise de décision.

« Le lancement de ce chapitre est une opportunité unique de mettre en lumière le rôle des femmes comoriennes dans la construction d'un avenir inclusif et durable. Nous voulons leur offrir une plateforme pour qu'elles puissent influencer positivement les piliers clés du développement »,

**Nadia Tourqui,**

Membre du comité stratégique d'AWLN Comores.

L'initiative a bénéficié du soutien du Gouvernement à travers le ministère de la Promotion du Genre, des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'USAID et de l'Union Africaine.

Le processus de mise en place de l'AWLN aux Comores a abouti à : l'inventaire des femmes leaders comoriennes contenant 249 profils dans divers secteurs ; la sensibilisation de 343 femmes sur les missions de l'AWLN ; l'adhésion massive des femmes leaders au réseau AWLN (300 femmes leaders participantes) ; l'engagement des partenaires honorant de leur



présence cette cérémonie; la visibilité renforcée des femmes leaders comoriennes ; la mobilisation et l'engagement des femmes leaders comoriennes pour des actions concrètes en faveur de la paix, la sécurité, la participation politique, l'autonomisation économique, la mobilisation sociale, la jeunesse et le leadership émergent.

« Heureuse de voir plus de 200 femmes inspirantes des Comores lors du lancement de AWLN Comores. Fière de votre engagement en faveur de la participation politique et de la défense des droits des femmes. Gardons l'élan et créons ensemble un changement durable »

**Bineta Diop,**

Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité

Les Nations Unies, qui accompagnent activement les initiatives visant à renforcer l'égalité des genres et la participation des femmes aux Comores, a apporté un appui technique et stratégique déterminant dans la mise en place du Chapitre AWLN, facilitant la mise en réseau des femmes leaders et leur implication dans les processus de prise de décision.

La création du chapitre AWLN Comores représente une étape déterminante pour favoriser l'émergence de nouvelles générations de femmes leaders. C'est aussi une occasion unique pour promouvoir le leadership féminin et intégrer pleinement les Comores dans la dynamique continentale de l'égalité de sexes et de l'autonomisation des femmes.



# STRUCTURE DU CADRE DE COOPÉRATION (UNSDCF)

Priorités nationales de développement, Piliers de l'Agenda de Développement Durable, Priorités stratégiques des NU, Résultats ou Effets, ODD et Agences contributrices

PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	PILIER DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES NATIONS UNIES	RÉSULTATS OU EFFETS	ODD	AGENCES CONTRIBUTRICES
Promouvoir la durabilité environnementale	 PLANÈTE	<b>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 :</b> Renforcement de la résilience écologique et de la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques	<b>RÉSULTAT 1 :</b> D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale		CEA, UNDRR, ONU HABITAT, UNCDF, UNESCO, FAO, PNUD, UNICEF, ONUDI, PAM, PNUE
Soutenir une croissance économique inclusive, créatrices d'emploi décent pour la jeunesse comorienne	 PROSPÉRITÉ	<b>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 :</b> Promotion d'une économie compétitive, moderne, résiliente et créatrice d'emplois décents grâce à une croissance forte, durable et inclusive	<b>RÉSULTAT 2 :</b> D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique)		CEA, FIDA, UNCDF, UNFPA, OIM, ONU HABITAT, ONUDI, PNUD, OIT, CNUCED
Réduire la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation	 PEUPLE	<b>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 :</b> Valorisation du dividende démographique et promouvoir l'offre, la demande et l'utilisation inclusive et équitable de services sociaux de qualité par les populations, particulièrement les plus vulnérables	<b>RÉSULTAT 3 :</b> D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, et de prise en charge des victimes de violences		OIM, UNFPA, OIM, OIT, ONUSIDA, UNESCO, UNICEF
Renforcer la participation des citoyens aux affaires publiques  Promouvoir la gouvernance inclusive, l'État de droit et la redevabilité	 PAIX	<b>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 :</b> Renforcement de l'État de droit, promotion des droits humains, consolidation de la démocratie et la paix ainsi que la cohésion sociale	<b>RÉSULTAT 4 :</b> D'ici 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie		CCI, OIT, OIM, UNFPA, ONUDI, ONUSIDA, ONU HABITAT, UNICEF, PNUD

## 2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération

### 2.2.1. Aperçu global de la contribution des Nations Unies à la mise en œuvre des ODD : Évolution en 2024 des 20 nouveaux indicateurs de produits sélectionnés par l'Équipe de Pays






## P-PLANÈTE EFFET 1 UNSDCF



Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023	Valeur/statut 2024
 6.3 Nombre de personnes bénéficiant au moins de services de base en matière d'assainissement avec l'aide des Nations Unies *	• 21 320	• 21 320	• 24 806
 7.2 Capacité installée (en mégawatts) d'énergie renouvelable par technologie, avec l'appui des Nations Unies : a) solaire ; b) éolienne ; c) biomasse ; d) hydraulique ; e) géothermique ; f) autre	• solaire: 6,2 MW • éolienne: 0 ; • biomasse: 0 ; • hydraulique: 0,8 MW • géothermique: 0 ; • autre	• solaire: 6,2 MW • éolienne: 0 ; • biomasse: 0 ; • hydraulique: 0,8 MW • géothermique: 0 ; • autre	• solaire: 6,2 MW • éolienne: 0 ; • biomasse: 0 ; • hydraulique: 0,8 MW • géothermique: 0 ; • autre
 12.3 Nombre de personnes bénéficiant directement d'initiatives, avec le soutien des Nations unies, visant à protéger la nature et à promouvoir l'utilisation durable des ressources	• 36 000	• 63 000 dont plus de 11 450 femmes	• 76 956 dont plus de 17 061 femmes et 118 personnes vivant avec handicap
 15.2 Superficie des zones terrestres et marines protégées créées ou faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées (hectares), soutenues par les Nations Unies	• 1 165.77 ha a) 618.15 ha terrestre b) 547.62 ha marins	• 1 165.77 ha a) 618.15 ha terrestre b) 547.62 ha marins	• 1 165.77 ha a) 618.15 ha terrestre b) 547.62 ha marins
 15.3 Nombre d'hectares (ha) de forêts dégradées faisant l'objet d'une a) réhabilitation ; b) restauration, avec le soutien des Nations Unies	• 17 564,9 ha dont: a) 14 291,8 ha de forêt primaire b) 3273,1 ha de forêt secondaire	• 17 564,9 ha dont: a) 14 291,8 ha de forêt primaire b) 3273,1 ha de forêt secondaire	• 12 950 ha de forêt mis sous RNA (restauration naturelle assistée); et 29 ha de zones dégradées reboisées en plants forestiers

\* Indicateur adapté au niveau de l'UNCT

## P-PROSPÉRITÉ EFFET 2 UNSDCF

Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023	Valeur/statut 2024
 2.1 Élaboration, avec le soutien des Nations Unies, de politiques, de stratégies et de programmes d'investissement sectoriels et/ou intersectoriels, nouveaux ou améliorés, visant à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition	• OUI	• OUI	• OUI
 2.2 Nombre d'organisations rurales, d'institutions gouvernementales et d'autres parties prenantes concernées dotées de capacités renforcées pour concevoir et mettre en œuvre des politiques qui améliorent la productivité, le revenu net et les conditions de travail au sein du système agroalimentaire	• 23	• 24	• 40
 2.3 Nombre d'institutions gouvernementales et non gouvernementales ayant une capacité accrue à concevoir, mettre en œuvre et financer des politiques de prévention et de réduction de la malnutrition et de promotion d'une alimentation saine, avec le soutien des Nations Unies	• 10	• 10	• 10
 14.1 Nombre d'institutions gouvernementales ayant renforcé les réglementations en matière d'exploitation et mis fin à la surpêche, à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) ou aux pratiques de pêche destructrices, ou ayant mis en place des plans de gestion scientifiques visant à rétablir les stocks de poissons à des niveaux permettant d'obtenir un rendement maximal durable en fonction de leurs caractéristiques biologiques, avec le soutien des Nations Unies	• 6	• 6	• 6

## P-PEUPLE EFFET 3 UNSDCF

Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023	Valeur/statut 2024
 3.1 Nombre de politiques nationales sur la santé (y compris la santé en général ou des domaines de santé spécifiques tels que la santé sexuelle et reproductive, les maladies non transmissibles et transmissibles), conformes aux normes des droits de l'homme, sont élaborées et adoptées, avec le soutien des Nations Unies	• 5	• 11	• 13
 3.2 Niveau de solidité du système de soins de santé primaire (SSP), atteint avec le soutien des Nations Unies. Echelle [0-41]	• 20	• 26	• 26



Mesure dans laquelle le système éducatif est inclusif et équitable du point de vue du genre pour l'accès aux possibilités d'apprentissage, et conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme, avec le soutien de l'ONU

• 1,5                      • 2                      • 2



Des mécanismes sont en place pour favoriser les décisions des femmes et des filles concernant les relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé génésique, avec le soutien des Nations unies

• OUI                      • OUI                      • OUI



## P-PAIX EFFET 4 UNSDCF



Indicateur  
Nombre d'institutions ayant amélioré leur capacité à renforcer la sécurité foncière avec le soutien des Nations Unies

Baseline 2021    Valeur/statut 2023    Valeur/statut 2024

• 2                      • 3                      • 3



Nombre de lois et de règlements, fondés sur les normes et les standards internationaux en matière de droits de l'homme, élaborés avec le soutien de l'ONU pour : a) éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG), y compris les pratiques néfastes (HP) ; b) promouvoir l'égalité d'accès aux soins, à l'information et à l'éducation en matière de santé sexuelle et génésique (SRH)

• 2                      • 3                      • 3



Existence d'un mécanisme national ou infranational pour lutter contre les normes, stéréotypes, pratiques et relations de pouvoir discriminatoires aux niveaux individuel, social et institutionnel en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, avec le soutien des Nations unies

• OUI                      • OUI                      • OUI



Nombre de filles et de femmes ayant bénéficié de services liés aux pratiques néfastes, notamment le mariage précoce et forcé des enfants et les mutilations génitales féminines, avec le soutien des Nations unies

• Limitée                      • Limitée                      • Limitée



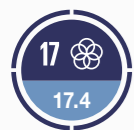
Degré d'alignement du système budgétaire national sur les objectifs de développement durable (ODD) qui permet de suivre l'affectation du budget pour les ODD, y compris par le biais d'une budgétisation sensible au genre, avec le soutien des Nations unies

• OUI                      • OUI                      • OUI



Mécanismes/initiatives de collecte et d'analyse de données fournissant des données ventilées pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et renforcer la cohérence des politiques en faveur du développement durable, établis/mises en œuvre avec le soutien des Nations Unies

• OUI                      • OUI                      • OUI



Existence d'une stratégie nationale de financement des objectifs de développement durable (ODD) dans le pays, élaborée avec le soutien des Nations Unies

• OUI                      • OUI                      • OUI



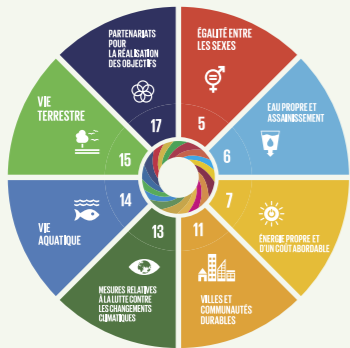
## 2.2.2. Mise en œuvre du Plan-Cadre de Coopération

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

## Résilience écologique et durabilité environnementale

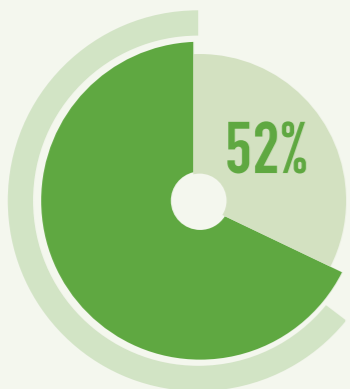
### RÉSULTAT 1 :

D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale.



Montants exécutés

**16 534 524 USD**



**ONU HABITAT**  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

**UNDRR**  
UN Office for Disaster Risk Reduction

**FAO**  
Food and Agriculture Organization of the United Nations

**unicef**  
pour chaque enfant

**PN UD**

# RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :



### INDICATEURS UNSDCF



Révision en 2024 de la loi cadre relative à l'Environnement de 1994 ;

**Cible :** cadre politique, légal et financier adapté pour la gestion de l'Environnement en adéquation avec le contexte post-COVID ;



**1.000.000 USD (2023)**

À plus de 5 000 000 USD des ressources pour la conservation de la biodiversité ;

**Cible :** 7 000 000 USD



**19% (2024) | 16% (2023-2022) | 10% (2018)**

Des structures sanitaires disposant des systèmes d'approvisionnement et de services d'hygiène et d'assainissement ;

**Cible :** 40%



**3% (2024) | 1.4% (2017)**

Population disposant d'une énergie sûre, propre et à coût abordable ;

**Cible :** 30%



**60% (2024) | 50% (2023), 31% (2022) | 20% (2020)**

Population couverte par les systèmes d'alerte précoce liés au climat et réduction des risques de catastrophes naturelles ;

**Cible attendue :** 50%



**5 (2024) | 3 (2023), 0 (2020-2022)**

Collectivités territoriales ayant adopté et mis en place des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe sensibles au genre, et alignées à la stratégie nationale et le cadre de Sendai ;

**Cible attendue :** 12



**3 (2024) | 0 (2020-2023)**

Collectivités territoriales ayant adopté des plans de gestion intégrée des zones côtières prévoyant des zones urbaines moins vulnérables et la promotion d'habitats durables à faible empreinte environnementale ;

**Cible attendue :** 15

### MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES



**Sauvegarde de la biodiversité, forestation et restauration et réhabilitation des terres :**

**1.950 Ha** d'herbiers à phanérogames marins des parcs nationaux coelacanthé

**2.400 Ha** de couverture forestière intacte préservée.



**Eau potable/Assainissement :**

**4** systèmes d'alimentation en eau en cours d'installation pour fournir un accès à l'eau potable à **192 318** habitants ;

**200** ménages utilisant des toilettes améliorées.



**Changement climatique et résilience aux catastrophes naturelles et aux crises :**

**2/10** communes urbaines disposant des cadres de planification pour la résilience urbaine.



**Sécurité alimentaire**

**4** km de réseau d'irrigation mis en place en zones agricoles, permettant d'améliorer les rendements agricoles et la sécurité alimentaire pour **911** bénéficiaires dont **508** femmes.



**Énergies renouvelables**

**44** millions USD supplémentaires mobilisés pour des forages exploratoires de la géothermie.



## INONDATIONS AUX COMORES : UNE RIPOSTE D'URGENCE POUR LES ZONES SINISTRÉES

Après des intempéries dévastatrices en mai-juin 2024, les Comores ont traversé une crise humanitaire majeure. Grâce à une mobilisation rapide des partenaires au développement aux côtés des autorités nationales, des travaux d'urgence ont permis d'atténuer les dégâts et de venir en aide à des milliers de sinistrés, redonnant espoir aux communautés touchées.

En mai-juin 2024, les Comores ont été frappées par des intempéries d'une grande violence. Des pluies torrentielles ont provoqué des inondations, des glissements de terrain ainsi que des dégâts considérables sur l'ensemble du territoire. Des quartiers entiers se sont retrouvés submergés, les infrastructures vitales fortement endommagées et des milliers de personnes sinistrées.

Face à l'ampleur de la catastrophe, une mobilisation exceptionnelle s'est organisée. Les agences des Nations Unies, avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en tête, se sont jointes aux autorités comoriennes et à la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC) pour apporter une aide d'urgence aux populations touchées.

Neuf équipes multisectorielles, composées d'acteurs nationaux, du Mouvement Croix-Rouge, Croissant-Rouge, de Médecins Sans Frontières et d'agences du Système des Nations Unies, ont été déployées sur le terrain pour effectuer des évaluations rapides et identifier les besoins prioritaires.

Le bilan de ces intempéries fût très lourd : trois décès sont à déplorer, et plus de 66 000 personnes ont été affectées sur les trois îles de l'archipel. Outre les pertes humaines, les dégâts matériels sont considérables : des habitations détruites, des écoles inondées, des latrines débordées, des citernes contaminées, des ponts endommagés et des routes coupées.

La situation sanitaire était également préoccupante, avec un risque d'intensification de l'épidémie de choléra qui sévissait déjà dans le pays, en raison de la contamination des sources d'eau et de l'entassement des ordures.

Pour répondre à l'urgence, le PNUD a débloqué une somme de 77 millions de francs comoriens pour financer des travaux d'urgence de curage et de nettoyage des rivières, d'un puisard et de déblai rocheux. Ces travaux, d'une durée de 45 jours, visaient plusieurs localités gravement touchées, dont la ville de Mitsoudjé, épice centre des inondations.

Grâce à ces travaux, les habitants de quartiers entiers, comme Barakani à Mitsoudjé, ont pu regagner leurs habitations, soulagés de voir leur quotidien revenir peu à peu à la normale.

*"Ces travaux sont primordiaux pour nous, car ils vont permettre de redonner vie à la ville touchée par ce drame dont les pertes matérielles sont énormes. Nos maisons ont été emportées par les eaux, mais grâce à l'aide du PNUD, nous pouvons reconstruire nos vies", a déclaré Elarif Goulam, un notable de Mitsoudjé, lors du lancement des travaux.*

Un mois après les intempéries d'avril, les familles sinistrées de Mitsoudjé ont retrouvé leurs abris respectifs, grâce aux efforts conjugués de la société chinoise de BTP CRGB, chargée des travaux de curage, et du PNUD. Un soulagement immense pour ces populations qui ont tout perdu.



### RÉSUMÉ DES PROGRÈS DU PILIER PLANÈTE :

En 2024, les interventions menées avec l'implication active des institutions nationales, des communautés et des groupes vulnérables, notamment les femmes, ont contribué aux progrès suivants :

- La révision de la réglementation nationale relative à la gestion de l'environnement, notamment la loi-cadre, afin de prendre en compte les défis actuels, les questions émergentes liés au changement climatique ainsi que les objectifs d'atténuation et d'adaptation ;
- Une augmentation de 3 points de pourcentage des structures sanitaires disposant des systèmes d'approvisionnement et de services d'hygiène et d'assainissement ;
- L'accroissement de 1,6 point de pourcentage de la population ayant accès à une énergie sûre, propre et à coût abordable ;
- L'extension de la couverture de la population jusqu'à 60% par le système d'alerte précoce lié au climat et aux catastrophes naturelles ;
- L'amélioration des capacités des collectivités territoriales en matière de gestion intégrée des zones côtières avec une augmentation de trois collectivités supplémentaires disposant de plans de gestion prévoyant les risques de vulnérabilité et promouvant l'habitat durable.

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Croissance inclusive, emplois décents et réduction des inégalités

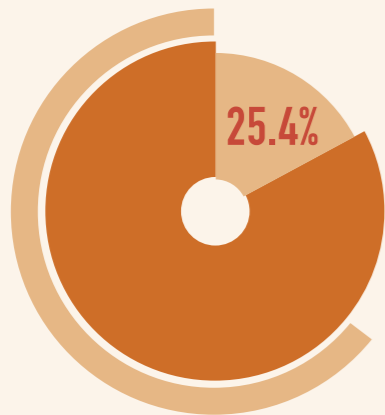
## RÉSULTAT 2 :

D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique).



Montants exécutés

7 884 058 USD



# RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :



## INDICATEURS UNSDCF

↑ 240 (2024) | 57 (2022-2023)

Personnes dont 104 femmes insérées durablement sur le marché de l'emploi;

🎯 Cible : 1500 dont 750 femmes

↑ 49% (2024) | 0% (2020)

Micro-petites respectant les normes environnementales incluant la santé et la sécurité au travail;

🎯 Cible : 50%

↑ 2.584 (2024) | 0 (2020)

Exploitants dont 1 240 femmes, 654 jeunes et 27 handicapés usagers des infrastructures de production, conservation, transformation et commercialisation dans l'agriculture climato-intelligente (ACI) et la pêche;

🎯 Cible : 1 292 dont 1 162 femmes

## MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

- 🔗 Renforcement des chaînes de valeurs agricoles et de la pêche
  - ▶ 3 parcelles de multiplication de boutures de manioc de variétés prisées sur le marché local mis en place ;
  - ▶ 84 techniciens agricoles dont 19 femmes formés et opérationnels au niveau des 3 îles pour la production et l'assurance qualité des semences certifiées de maïs, de poids d'Angole, de manioc et de pomme de terre ;
  - ▶ 15 groupements de producteurs agricoles issus de 3 Centres Ruraux de Développement Economique CRDE des trois îles sont structurés ;
  - ▶ 11 Dispositif de Concentration des Poissons (DCP) installés au niveau des 3 îles.

- 🏭 Entrepreneuriat, transformation industrielle, technologie, innovation
  - ▶ 70 entreprises accompagnées dans les secteurs cosmétique, agroalimentaire et avicole, notamment en matière d'amélioration de la qualité des produits, d'accès aux marchés, de gestion et de marketing ;
  - ▶ 8 entreprises équipées pour la transformation agro-alimentaire au niveau des trois îles ;
  - ▶ 170 personnes au moins formées sur la qualité et la sécurité des produits cosmétiques et agroalimentaires, la comptabilité, les techniques d'élevage de poulets de chairs et de pointe et commercialisation des produits avicoles ;
  - ▶ 13 structures d'appui à l'entrepreneuriat (SAE) créées au niveau des 3 îles pour professionnaliser et coordonner l'encadrement des entrepreneurs et des entreprises comoriennes ;
  - ▶ 1 SAE équipée en matériels pour l'appui à la commercialisation et l'étiquetage.

- 👤 Assistance socioéconomique et protection des victimes de traite et des migrants et des travailleurs :
  - ▶ 16 migrants comoriens en situation de grande vulnérabilité au Soudan, Egypte et Tunisie soutenus pour leur retour volontaire et leur réintégration socioéconomique ;
  - ▶ 6 victimes de traite de personnes assistées pour leur autonomisation économique ;
  - ▶ 3 mandants (Gouvernement, Employeurs et Syndicats) et des institutions nationales (Caisse de Retraite des Comores, Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale, Institut National de la Statistique ...) dont les capacités sont renforcées en matière de protection sociales ;





## “ COOPÉRATIVE MSAYIDIYO WA HAMBA: QUAND L'AVICULTURE DEVIENT UN LEVIER D'AUTONOMISATION FÉMININE

À Mwali, une coopérative avicole a métamorphosé la vie de 30 femmes. La Coopérative Msayidiyo Wa Hamba est devenue un modèle d'autonomisation, prouvant que l'entrepreneuriat féminin peut être un puissant moteur de développement local. En trois ans, ces femmes se sont imposées comme les principales productrices d'œufs de la région, améliorant significativement leurs conditions de vie.

Dans le village de Hamba, dans l'île de Mohéli, une transformation remarquable est en cours. Une trentaine de femmes, unies par une vision commune, ont métamorphosé leur quotidien grâce à la création de la Coopérative Msayidiyo Wa Hamba.

Ces pionnières de l'aviculture locale sont aujourd'hui les seules productrices d'œufs de table de la région, assurant un approvisionnement constant et de qualité, tout en bâtissant leur propre autonomie financière.

Motivées par la pénurie d'élevages avicoles et un désir d'indépendance économique, ces femmes ont créé une coopérative pour répondre à la demande locale en œufs frais et renforcer leur autonomie financière.

### DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES CONCRÈTES

La coopérative s'est rapidement imposée comme un acteur clé de l'aviculture dans la région, grâce à une production continue et de qualité, garantissant des œufs d'une fraîcheur incomparable, un réseau de distribution efficace, desservant trois villages et un hôtel local, un modèle de solidarité exemplaire, où la coopérative soutient activement ses membres dans le développement de nouvelles opportunités économiques.

En seulement trois ans, l'impact de la coopérative s'est fait sentir dans toute la communauté. Plus de 20 femmes ont pu

concrétiser leurs propres projets entrepreneuriaux, allant de l'ouverture d'épiceries à l'investissement dans l'agriculture et l'élevage. La création d'emplois a permis à d'autres membres de la communauté d'améliorer leurs conditions de vie.

Les Nations Unies, à travers le projet APILE, ont joué un rôle déterminant dans l'essor de la coopérative, en fournissant des formations spécialisées en aviculture et en gestion sanitaire, en assurant un suivi technique régulier, réduisant drastiquement les pertes ou encore en accompagnement en gestion commerciale et en optimisant la rentabilité.

La coopérative, qui produit actuellement 3 à 4 plateaux d'œufs par jour, nourrit des ambitions de croissance. À court terme, l'objectif est de tripler la production d'ici fin 2025, en optimisant l'utilisation des installations existantes. À long terme, la coopérative envisage de doubler sa capacité de production, avec la construction de nouveaux bâtiments.

Les femmes de la coopérative encouragent les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat, en insistant sur l'importance de la préparation et de la consultation d'experts.

Pour assurer la pérennité de leur activité, elles sollicitent le soutien des autorités et des partenaires internationaux, notamment pour faciliter l'accès aux intrants avicoles et encourager la production locale d'aliments pour volailles.

La Coopérative Msayidiyo Wa Hamba est un exemple inspirant de la puissance de l'entrepreneuriat féminin comme moteur de développement durable.



### RÉSUMÉ DES PROGRÈS DU PILIER PROSPÉRITÉ :

En 2024, les interventions déployées par l'Équipe de Pays des Nations Unies dans les domaines de la prospérité ont contribué aux progrès enregistrés parmi lesquels figurent :

- L'amélioration de l'insertion professionnelle ;
- L'accroissement à 49% des micro-petites entreprises mises aux normes environnementales incluant la santé et la sécurité au travail ;
- La hausse, sur la période 2020-2024, de 0 à 2 584 exploitants, dont 48% de femmes, 25% de jeunes et 1% de personnes en situation de handicap, utilisant des infrastructures de production, conservation, transformation et commercialisation dans l'agriculture climato-intelligente (ACI) et la pêche.

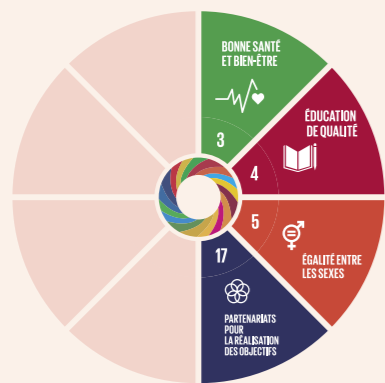


# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Accès aux services de base, protection sociale et lutte contre les violences

## RÉSULTAT 3 :

D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, de prise en charge des victimes de violences.



Montants exécutés

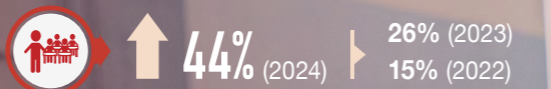
**6 469 475 USD**



# RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :



## INDICATEURS UNSDCF



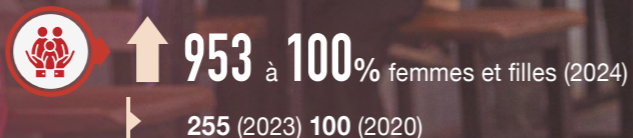
Conseils d'écoles renforcés en matière de pilotage et de gouvernance ;

Cible : 75%



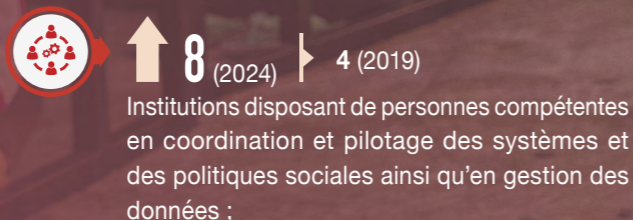
Structures scolaires bénéficiant de l'appui des Nations Unies pour se doter de moyens de protection contre le COVID-19 ;

Cible : 747

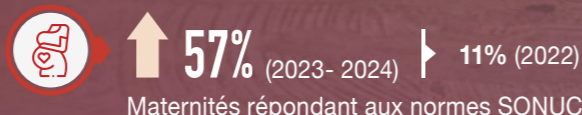


Personnes formées et actives dans la protection sociale et la lutte contre les violences faites aux enfants, jeunes et femmes ;

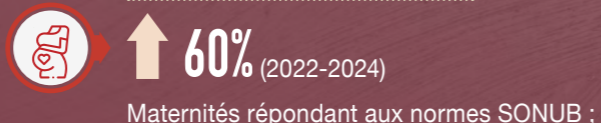
Cible : 500



Cible : 8



Cible : 4



Cible : 100%

## MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

### Soins de santé et nutrition

▶ **357** cadres du ministère de la santé ont été formés sur la budgétisation, la pharmacovigilance, les technologies contraceptives, l'insertion DIU et des implants, la prise en charge d'une épidémie de choléra, l'évaluation des compétences des microscopistes en paludisme ainsi que sur les nouvelles directives CPN, et l'utilisation du SAYANA-PRESS ;

▶ **17** équipes d'interventions rapide mises en place dans chaque district sanitaire ;

▶ **2.000** supports de communication produits (dépliants, affiches) pour la promotion de l'allaitement maternel exclusif et alimentaires produits ;

▶ **26** séances organisées de démonstration culinaire et d'éducation nutritionnelle organisées.

### Éducation

▶ **56** formateurs pédagogiques du Ministère de l'Éducation Nationale formés sur le soutien scolaire des élèves handicapés ;

▶ **150** écoles équipées de dispositifs de lavage des mains et de kits d'hygiène ;

▶ **73** conseils d'écoles redynamisés pour l'amélioration de l'environnement scolaire et la lutte contre l'abandon scolaire par un soutien éducatif aux élèves.

### Lutte contre les violences à l'égard des enfants, jeunes et femmes

▶ **130** survivants des violences, bénéficiaires d'une assistance et d'une réinsertion socioéconomique ;

▶ **115** survivantes des violences, accompagnées et soutenues pour leur réinsertion ;

▶ Environ **1.200** jeunes en milieu scolaires sensibilisés sur la prévention et la lutte contre les Violences basées sur le Genre et les pratiques néfastes, telles que les mariages d'enfants ;

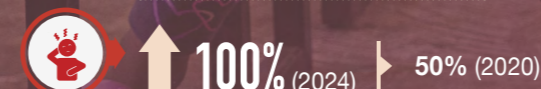
▶ **66** établissements scolaires sensibilisés aux violences basées sur le Genre et à la lutte contre les mariages d'enfants ;

▶ Environ **200** jeunes universitaires touchés par des campagnes de sensibilisation et de lutte contre les Violences.



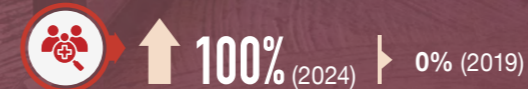
Nouvelles utilisatrices des méthodes modernes de planification familiale ;

Cible : 25 000



Promptitude de déclaration des cas de maladies à potentiel épidémique ;

Cible : 80%



Flambées investiguées par les équipes d'intervention rapide dans les districts sanitaires ;

Cible : 80%





# FRONT COMMUN POUR ÉRADIQUER LE CHOLÉRA AUX COMORES

Grâce à l'action conjointe des autorités et de leurs partenaires, les Comores ont réussi à contenir l'épidémie de choléra. La vaccination massive, le traitement de plus de 840 patients et les campagnes de prévention ont non seulement sauvé des vies, mais aussi renforcé le système de santé face aux futures menaces épidémiques.

Le 2 février 2024, les Comores ont déclaré une épidémie de choléra, déclenchant une riposte majeure qui a nécessité la mise en place d'un dispositif spécifique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont appuyé les autorités comoriennes et les partenaires pour contenir la flambée des cas et protéger les populations les plus vulnérables. Grâce à une approche combinant vaccination, prise en charge des malades et prévention, ces efforts conjoints ont permis de freiner la propagation de la maladie et de sauver des centaines de vies.

Pour la première fois dans l'archipel, le vaccin oral contre le choléra a été introduit en juin 2024. Destiné à toute la population âgée de plus d'un an, son déploiement massif marque une étape majeure dans la lutte contre la maladie. Cette initiative de l'OMS a été cruciale pour limiter la propagation du choléra, qui avait atteint les îles de Ngazidja et Mwali un mois après sa déclaration initiale.

A Ndzuwani, île la plus touchée avec un nombre croissant de cas et de décès, l'OMS a mobilisé 48 volontaires entre mai et août 2024 pour renforcer la prise en charge dans les zones reculées. Ces équipes ont assuré des soins de proximité, une recherche active des cas et des campagnes de sensibilisation, en étroite collaboration avec les équipes d'intervention rapide (EIR) et des associations locales. Grâce à ces efforts, plus de 840 patients ont été traités dans les nouveaux Points de Réhydratation Orale (PRO installés dans tous les districts

sanitaires), avec un taux de guérison remarquable de 96% (806 patients rétablis).

Parallèlement, l'UNICEF a joué un rôle clé dans la mise en place d'actions de prévention, notamment l'installation de points de réhydratation orale dans les zones à risque, le déploiement d'équipes CATI (Interventions ciblées par zone de cas), en collaboration avec le Croissant-Rouge comorien et les autorités sanitaires, la désinfection des domiciles, la distribution de comprimés de purification d'eau et de solutions de réhydratation orale.

En matière de sensibilisation, l'UNICEF a intensifié la communication sur les risques et l'engagement communautaire à travers des campagnes porte-à-porte pour éduquer la population sur les gestes d'hygiène essentiels et la diffusion de messages de prévention via les médias locaux.

La riposte a bénéficié de financements essentiels, notamment du CERF (Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies) et du soutien de l'Alliance mondiale pour la vaccination (GAVI) et de la France. Grâce à cette mobilisation collective, les Comores ont pu progressivement maîtriser l'épidémie sur les trois îles.

Cette crise sanitaire a permis de renforcer les capacités du pays à réagir plus rapidement et efficacement aux futures menaces épidémiques.



## RÉSUMÉ DES PROGRÈS DU PILIER PEUPLE :

En 2024, les interventions des Nations Unies dans les domaines du pilier Peuple ont contribué aux avancées suivantes :

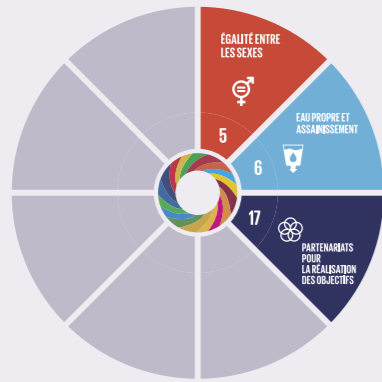
- L'utilisation des méthodes modernes de la planification familiale par les femmes, en faveur de la santé maternelle, est de plus en plus répandue, avec une augmentation de 165% du nombre de nouvelles utilisatrices par rapport à 2023 ;
- L'accroissement du taux de préscolarisation qui passe de 32% en 2023 à 40,5% en 2024 ;
- L'augmentation de 18 points de pourcentage du nombre des conseils d'écoles bénéficiant d'un renforcement de leurs capacités de gouvernance et ;
- L'augmentation considérable du nombre de personnes formées et actives dans la protection sociale et la lutte contre les violences faites aux enfants, jeunes et femmes avec un effectif multiplié par presque quatre.

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

## Gouvernance, Sécurité et Droits de l'Homme

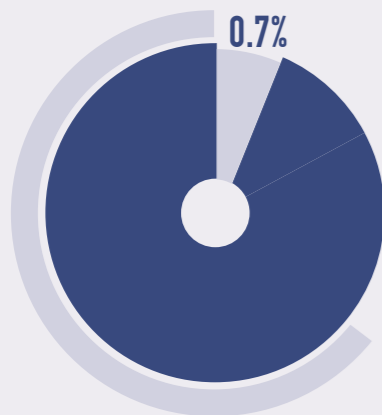
### RÉSULTAT 4 :

D'ici à 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie.



Montants exécutés

**205 928 USD**



# RÉSULTATS CLÉS OBTENUS :



### INDICATEURS UNSDCF

**12** (2024) **9** (2023)

Nouveaux projets/propositions de lois et textes d'application de transposition des conventions/traités internationaux dans le droit national relatifs aux droits humains accompagnés ;

**Cible : 2**

**5** (2024) **4** (2023)

Rapports périodiques des conventions ratifiées par l'Union des Comores établis et transmis aux organes de suivi ;

**Cible : 10**

**283** (2024) **0** (2023)

Utilisateurs de solutions numériques dédiées à la promotion de l'État de droit et de l'égalité des sexes ;

**Cible : 50 000, dont 20 000 femmes**

**17** (2024) **0** (2023)

Institutions publiques et organisations non étatiques équipées de systèmes d'information accessibles au public ;

**Cible : 5**

**3** (2024) **3** (2023)

Unités de planification sectorielle mises en place et opérationnelles ;

**Cible : 8**

**Mise en place du cadre légal et réglementaire relatif au foncier rénové, moderne et adapté aux besoins économiques du pays ;**

**19** (2024) **11** (2022)

Institutions non étatiques dotées de personnel qualifié pour favoriser la participation citoyenne ;

**Cible : 50**

### MISE EN ŒUVRE EN CHIFFRES

**Accès, diffusion et utilisation des données statistiques**

- ▶ **50** cadres nationaux et sectoriels et des universitaires formés sur la gestion du portail national de données multisectorielles ;
- ▶ **39** cadres nationaux formés sur l'utilisation et la mise à jour des données du portail national de données multisectorielles ;
- ▶ **14** organisations / structures productrices et utilisatrices de données connectées au portail national de données multisectorielles ;
- ▶ **189** utilisateurs potentiels du portail national de données multisectorielles incluant des universitaires sensibilisés sur l'utilité des données statistiques dans la prise de décision, la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets et la recherche.

**Participation des femmes en politiques**

- ▶ Environ **300** femmes candidates aux élections législatives et municipales de janvier et février 2025 formées.

**Lutte contre le discours de haine**

- ▶ Plus de **200** étudiants sensibilisés contre le discours de haine.

**Protection des enfants et violence à l'égard des enfants, jeunes et femmes**

- ▶ **98** clubs d'adolescents formés sur diverses thématiques dont les droits de l'enfant.



## FEMMES ET POLITIQUES : UNE FORMATION QUI A TRANSFORMÉ L'ENGAGEMENT EN VICTOIRE

Près de 300 femmes candidates aux élections législatives et communales de 2025 ont acquis les compétences nécessaires pour mener des campagnes efficaces et relever le défi électoral. Résultat : une représentation féminine renforcée avec cinq élues députées, marquant une étape clé vers une gouvernance plus inclusive aux Comores.

Du 2 au 13 décembre 2024, le Système des Nations Unies, à travers le PNUD et en partenariat avec ECES (SHAWIRI/UE) et l'USAID a organisé une série d'ateliers de formation destinés aux femmes candidates aux élections législatives et communales de janvier et février 2025.

L'objectif était de renforcer la participation des femmes comoriennes en politique en leur fournissant les outils et compétences nécessaires pour mener des campagnes efficaces et s'affirmer dans la sphère politique.

Au total, 301 femmes candidates ont bénéficié de cette initiative: 100 à Ndzواني, 36 à Mwali et 165 à Ngazidja. Ces femmes ont été sensibilisées aux enjeux de la participation politique féminine et formées aux méthodologies de campagne ainsi qu'aux fondamentaux de l'exercice législatif.

L'atelier a également offert un espace d'échange enrichissant avec des femmes politiques inspirantes et anciennes élues, parmi lesquelles Sittou Raghdad Mohamed, première femme députée et première femme ministre, Moïnaecha Mroudjae, première femme maire de Ngazidja, ainsi que Sitti Farouata

Mhoudine, première femme Gouverneure d'une île.

Lors des élections législatives, 8 femmes candidates titulaires étaient en lice et 5 d'entre elles ont été élues députées. Une avancée significative vers une représentation politique plus inclusive aux Comores.

*« La formation m'a permis de bien définir la ligne directrice de ma campagne et les sujets à aborder. Je reste convaincue que la formation a eu un impact positif dans la campagne électorale que j'ai menée avec mon équipe ».*

**Mme Charifa Abdallah,**

Nouvellement élue Député de Moroni Nord, témoigne :

Cette initiative illustre l'importance des programmes d'autonomisation politique des femmes comoriennes et confirme que le renforcement des capacités est un levier essentiel pour briser les barrières et faire avancer l'égalité des genres dans la gouvernance.



### RÉSUMÉ DES PROGRÈS DU PILIER PAIX :

En 2024, les interventions mises en œuvre, au titre du pilier Paix, dans les domaines de la protection et de la promotion des droits humains, du renforcement de l'État de droit et de la gestion du développement, ont conduit à plusieurs avancées, parmi lesquelles :

- L'adoption de nouveaux textes nationaux et internationaux relatifs aux droits humains, ainsi que l'augmentation du nombre de rapports périodiques sur les conventions internationales ratifiées par l'Union des Comores ;
- Le renforcement accru des capacités des institutions non étatiques pour plus de participation citoyenne et ;
- La rénovation du cadre légal relatif au foncier avec son adaptation aux besoins économiques du pays.





## PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT À LA PROMESSE DE « NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE »



L'action poursuivie par l'Équipe de Pays des Nations Unies en 2024 a davantage contribué à consolider le mécanisme national de prise en charge et de suivi des cas de violences contre les femmes, les filles et les enfants. Le soutien maintenu dans ce domaine inclut la prise en charge holistique des cas de violences incluant une assistance médicale, juridique et psychologique. Les données régulièrement publiées par les services d'écoutes localisés dans les trois îles renseignent sur l'évolution et le niveau d'ampleur desdites violences. Elles permettent d'éclairer des actions publiques et d'alimenter les plaidoyers en faveur de la lutte contre ces violences.

Dans le secteur de l'éducation l'appui des Nations Unies intègre de plus en plus l'inclusion des élèves en situation de handicap avec la mise en œuvre d'actions de renforcement des capacités, notamment pour les formateurs et encadreurs pédagogiques.

Les interventions déployées au titre des piliers planète et prospérité incluent les femmes et les personnes en situations d'handicap notamment en ce qui concerne les appuis en faveur de l'autonomisation économique et la gestion durable des écosystèmes terrestres et marins. Ainsi, des femmes issues des associations d'agriculteurs tirent profit, au même

titre que les hommes, des appuis de leur restructuration. Grâce au plaidoyer de l'Équipe de Pays des Nations Unies les femmes continuent à faire partie des comités locaux de gestion intégrée de la ressource en eau.

### LIENS AVEC D'AUTRES PRIORITÉS OU PLAN AU SEIN DU PAYS :

La mise en œuvre du Plan-cadre de Coopération aligné au Plan Comores Emergent continue à répondre aux priorités nationales à travers le plan de relance post-COVID 2022-2026. En 2024, les interventions déployées se sont inscrites dans les politiques et plans sectoriels et ont effectivement contribué à répondre à des besoins prioritaires des secteurs concernés dans les quatre piliers de l'UNSDCF, planète, prospérité, peuple et paix, le pilier partenariat considéré comme transversal.

Sur le plan régional, l'Équipe de Pays des Nations Unies a accompagné le pays à lancer et opérationnaliser la section comorienne du réseau des femmes leaders africaines (AWLN) afin de soutenir les femmes comoriennes à tirer profit de cette initiative continentale dans plusieurs domaines dont ceux de l'autonomisation économique et de leur participation citoyenne et politique.

### 2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030

Le développement des partenariats entre les Nations Unies et les Comores est renforcé par le plein alignement du Plan-cadre de Coopération au PCE et à son plan opérationnel, le plan de relance post-Covid 2022-2026.

L'Équipe de Pays des Nations Unies a poursuivi son appui substantiel, en 2024, à la coordination des partenaires des Comores à travers le Forum des Partenaires au Développement (FPaD) dont elle assure, par le biais du Coordonnateur Résident, le leadership.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'UNSDCF, l'Équipe de Pays des Nations Unies, continue à élargir et diversifier son partenariat en explorant d'autres segments comme celui de la société civile et du secteur privé en vue de faciliter l'accélération de la mise en œuvre des ODD. Ainsi, de plus en plus, des organisations de la société civile, au niveau des trois îles, se voient confier la mise en œuvre des activités des Nations Unies. L'interaction entre l'Equipe de Pays et ces organisations s'amplifie de plus en plus avec la mise en place d'un cadre d'échanges réguliers initié en 2024.

L'Equipe de Pays des Nations Unies a maintenu son partenariat avec le secteur privé notamment avec TELCO SA devenu YAS, l'AFG Bank pour le fonctionnement des cliniques mobiles au service de la santé sexuelle et reproductive de proximité au profit de la population locale. Elle entend renforcer davantage ce partenariat avec la mise en place, comme pour la société civile, d'un cadre d'échanges réguliers avec les acteurs du monde des affaires de la place.

L'Équipe de Pays des Nations Unies continue à accompagner le développement du cadre national de Financement Intégré du développement après l'adoption de la stratégie nationale de financement du développement suivie de la mise en place du comité national de surveillance.

Les Nations Unies continuent à soutenir l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) pour le développement et le renforcement des partenariats diversifiés notamment les partenariats innovants et Sud-Sud.

Elle entretient actuellement des partenariats avec : la France pour la modernisation de l'État Civil ; l'Union Européenne pour la diversification et l'industrialisation de l'économie comorienne, tout en encourageant une transition vers une économie verte et circulaire et la création d'emplois décents pour toutes et tous, respectueuse de l'environnement ; la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la sécurité alimentaire.

Ces partenariats contribuent à la mise en œuvre du programme 2030 et facilitent l'accélération de l'atteinte des ODD notamment à travers les cinq des six transitions suivantes : l'éducation,

les systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie, les emplois et la protection sociale et le changement climatique.

### 2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

La cohérence interne de la réponse commune de l'Équipe de Pays des Nations Unies aux priorités nationales se réalise à travers l'alignement des programmes pays des agences au Plan-cadre et le plan de travail annuel conjoint en tant qu'instrument principal de la cohérence opérationnelle.

En ce qui concerne l'efficacité de la mise en œuvre, elle est rendue possible grâce au rôle central de l'Equipe de Gestion du Programme (PMT) qui accomplit régulièrement sa mission de supervision et de coordination programmatique et conseille l'Equipe de Pays. Eu égard à la petite taille de l'Equipe de Pays avec plusieurs organes conjoints des mesures d'ajustement organisationnel sont prises et en cours d'expérimentation, à partir de 2024. Cet ajustement consiste à intégrer les missions principales du PMT dans les mandats des groupes de résultats (GR) et faire jouer à ces derniers son rôle.

Ces GRs ainsi que les groupes thématiques continuent à accomplir leurs missions pour s'assurer de la régularité de l'exécution par rapport au plan de travail annuel conjoint signé avec le Gouvernement. Ils échangent également sur des ajustements stratégiques à opérer pendant la mise en œuvre afin de prendre en compte les priorités nationales, régionales et internationales émergentes tout en restant dans la direction des objectifs du Plan-cadre.

Cette efficacité est renforcée par la poursuite et finalisation, en 2024, de la mise en œuvre du projet « Accélérer les ODD grâce à un système statistique numérisé, innovant et accessible aux Comores » financé sur les ressources du SDG Fund. Il a donné une visibilité de la réponse commune qu'a l'Equipe de Pays au besoin de renforcement du système statistique national avec comme deux principaux résultats, la mise en place d'un portail national intégré de données multisectorielles qui fonctionne sous la responsabilité de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) et la disponibilité d'une nouvelle stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS).

En dehors des projets conjoints, dans le cadre de « One UN » l'Équipe de Pays tire profit de l'utilisation des moyens des Nations Unies accessibles au niveau régional et mondial. Cela se concrétise par la mise à contribution du bureau de la coordination des activités de développement (Afrique et mondial), mais également à travers l'utilisation des plateformes

de coordination régionales (RCP) et des OIBC (Opportunities and Issues based coalitions) qui regroupent toutes les agences des Nations Unies au niveau régional.

Sur le plan politique, des actions de plaidoyer menées par l'Équipe de Pays sous le leadership du Coordonnateur Résident ont contribué ou facilité la réalisation des objectifs du Plan-cadre. Il s'agit des plaidoyers menés dans divers domaines notamment les droits humains, la promotion de l'Etat de droit incluant le processus électoral. Le plaidoyer mené en faveur des élections libres et transparentes a visé l'inclusion de tous les acteurs étatiques et non étatiques aux dernières élections législatives et communales ainsi que le respect des droits humains et le non-recours à la violence avant, pendant et après ces élections.

En ce qui concerne l'efficacité, les gains générés proviennent de la mise en œuvre régulière de la stratégie conjointe des opérations (BOS) sous la responsabilité de l'Equipe de Gestion des Opérations (OMT). L'Équipe de Pays des Nations Unies continue à mutualiser ses ressources pour la gestion efficace des services communs (nettoyage, gardiennage, électricité-eau, UN médical Clinic ...) facilitée par la cohabitation des agences dans le même compound.

En matière budgétaire l'OMT a pu dégager pour 2025 des coûts évités représentant 0,44% par rapport à 2024. Bien que ces coûts évités soient relativement inférieurs à ceux dégagés dans les budgets de 2024 (4,02%) et 2023 (7,8%) la réalisation d'économie dans le budget de 2025 prouve la capacité de l'Equipe de Pays à poursuivre l'obtention d'année en année des gains d'efficacité.

En matière de communication et de défense des intérêts communs, dans le cadre de la stratégie conjointe de communication 2022-2026, l'Équipe de Pays, à travers le Groupe de Communication (UNCG), continue de communiquer d'une seule voix sur la mise en œuvre de l'UNSDCF, de promouvoir les ODD et l'agenda 2030, de renforcer la visibilité de ses actions et des partenariats élargis et diversifiés et ainsi que ses relations avec les médias.

Les actions réalisées permettent à l'Équipe de Pays de rester dans la direction de ces objectifs de communication, d'être proche des populations et des acteurs qu'elle sert. Ainsi, les journées portes ouvertes organisées à l'occasion de la Journée des Nations Unies et qui attirent un grand nombre de partenaires et des représentants de la population comorienne permettent de présenter certains produits de l'action des Nations Unies. Les cafés médias portant sur « les innovations dans la santé maternelle et infantile » et « la gestion des

ressources en eau et changement climatique » ont servi de cadre pour l'Équipe de Pays de poursuivre les échanges réguliers avec les médias et de mieux les informer sur les actions et des aspects liés à ces thématiques. Les bulletins d'information du Système des Nations Unies en Union des Comores, Ylang Info, bimensuels, ont permis à l'Équipe de Pays de continuer à informer sur des actions clés de la période couverte et à sensibiliser sur des valeurs des Nations Unies.

Les journées internationales célébrées avec l'appui de l'Equipe de Pays des Nations Unies, comme « la journée internationale de la femme », sont des occasions pour sensibiliser et communiquer des messages en vue de promouvoir des valeurs des Nations Unies.

## 2.5. Évaluations et leçons tirées

En 2024, les Nations Unies se trouvent dans la troisième année de leur cycle de programmation. La mise en œuvre du plan-cadre de coopération continue de tenir compte des recommandations de l'évaluation finale de l'UNDAF 2015-2021, ainsi que des leçons tirées des revues annuelles et des mises à jour du CCA de 2023 et 2024. Ces recommandations ont relevé, entre autres, des faiblesses dans la programmation conjointe et le fonctionnement des groupes de résultats et des groupes thématiques. Les leçons apprises recommandent d'impliquer davantage les bénéficiaires dans la mise en œuvre des interventions, de poursuivre les appuis et plaidoyers en faveur du renforcement des capacités des partenaires nationaux, ainsi qu'un soutien multiforme (technique et financier) pour améliorer la production et l'accès à des données fiables auprès des institutions nationales.

L'Équipe de pays des Nations Unies continue de renforcer la collaboration entre les agences onusiennes. Ce travail conjoint est favorisé par un suivi régulier des plans de travail annuels, notamment ceux des groupes thématiques et des groupes de résultats en phase de redynamisation.

En 2024, elle a renforcé son partenariat avec le pays à toutes les étapes du processus de mise en œuvre de l'UNSDCF 2022-2026, notamment dans le cadre de la revue annuelle et de la programmation organisées conjointement avec le Gouvernement. Les résultats de la revue annuelle et de la programmation sont validés conjointement avec le Gouvernement, représenté par le Commissariat Général au Plan, puis présentés pour approbation au comité de pilotage conjoint avant la signature conjointe des plans de travail annuels.

## 2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources

### 2.6.1. Aperçu financier

La mise en œuvre, en 2024, du Plan-cadre de coopération a nécessité une allocation totale de 38 069 606 USD dont 31 093 984 USD ont été effectivement dépensés, ce qui porte le taux d'exécution financière à 81,7% dépassant largement celui de 2023 (71,2%). Le niveau d'exécution financière est variable selon le pilier avec une exécution élevée pour les

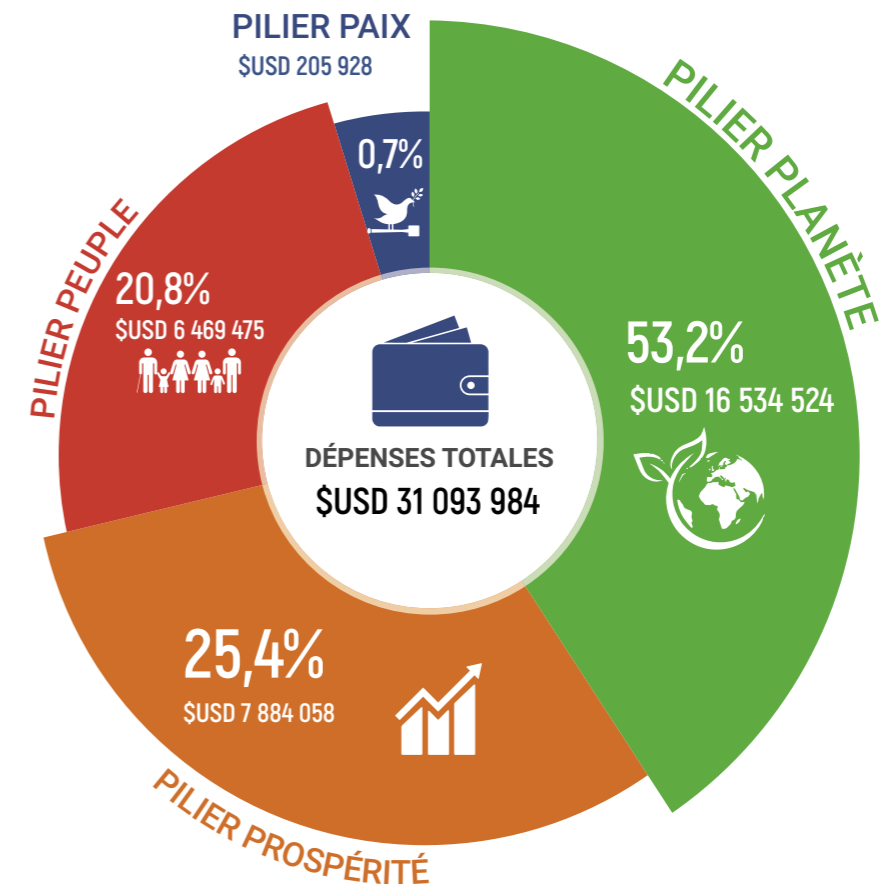
pilliers paix, peuple et planète dont les taux d'exécution sont supérieurs au niveau global. En termes de dépenses l'on note une amélioration par rapport à 2023 avec une augmentation de 12% et une hausse considérable, par rapport à 2022, des réalisations dont le montant a presque doublé (17 099 448 USD).

PILIER	BUDGET PRÉVU (USD)	RESSOURCES ALLOUÉES (USD)	RESSOURCES DEPENSÉES (USD)	RESSOURCES DEPENSÉES (%)	TAUX EXECUTION FINANCIERE (%)
PLANÈTE	18 136 799	19 946 950	16 534 524	53,2	82,9
PROSPÉRITÉ	9 571 790	10 888 906	7 884 058	25,4	72,4
PEUPLE	6 305 456	7 015 393	6 469 475	20,8	92,2
PAIX	1 683 792	218 357	205 928	0,7	94,3
TOTAL	35 697 837	38 069 606	31 093 984	100,0	81,7

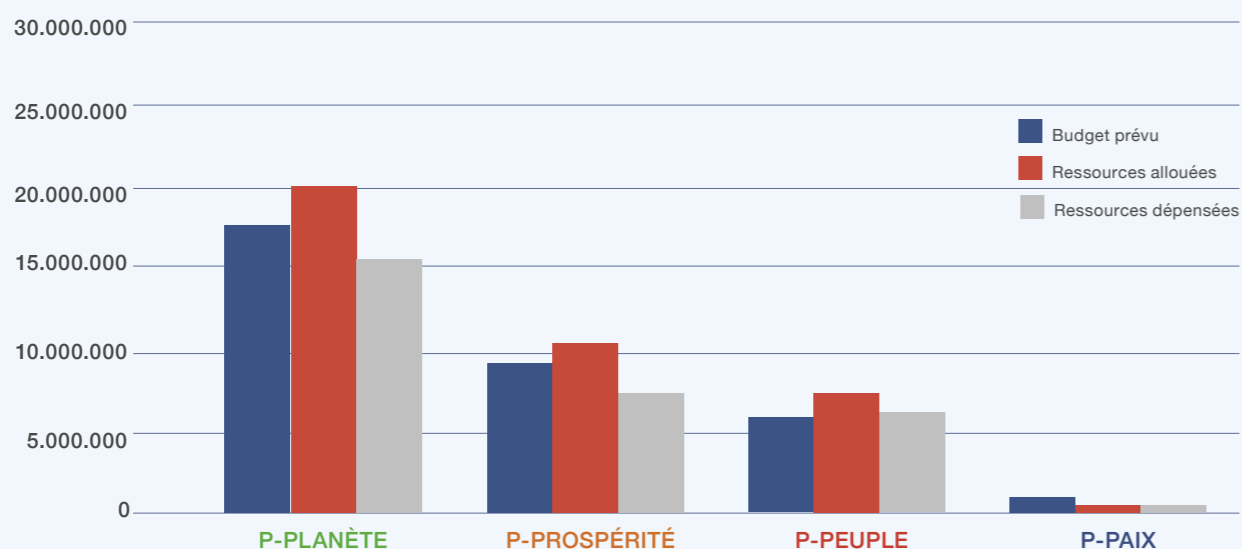
Sources : Agences des Nations Unies

L'examen des structures des allocations et des dépenses révèle presque le même constat par rapport aux années précédentes en ce qui concerne la répartition des fonds. Le pilier planète absorbe à lui seul plus de la moitié du financement. En dépit

des défis énormes en matière de gouvernance relevés dans le CCA 2020 et pris en compte dans l'UNSDCF le pilier paix reste encore très mal loti avec des allocations et des dépenses très faibles.



### Budget - ressources allouées - dépensées (USD)



## 2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

### L'éventail de partenaires de financement

Le partenariat est au cœur de l'action des Nations Unies. Et pourtant, il est à noter qu'il y a très peu de partenaires techniques et financiers basés aux Comores. Le pays abrite seulement huit ambassades (Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Chine, Emirats Arabes Unis, France, Lybie, Tanzanie et Maroc) dont une seule d'un Etat membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), la France. Il compte très peu d'organisations de coopération internationale qui ont des bureaux de représentation (l'Union

Européenne, l'Agence Française de Développement-AFD), deux institutions financières internationales (FMI et BM) et une dizaine d'ONG internationales dont la quasi-totalité est d'origine européenne à majorité française (Croix Rouge Française, Caritas, OXFAM, Médecins Sans Frontière, ID, Santé Diabète, Direct Aid, Deux mains, etc.).

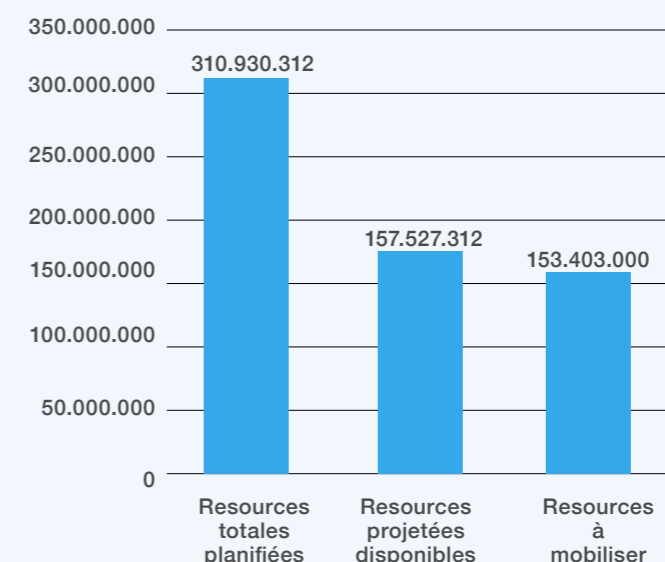
En 2024, les Nations Unies ont travaillé avec une dizaine de partenaires de financement dont la Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'Ambassade de France, l'AFD, le GAVI, la KOICA, la JICA, le GEF et le JSDGF.



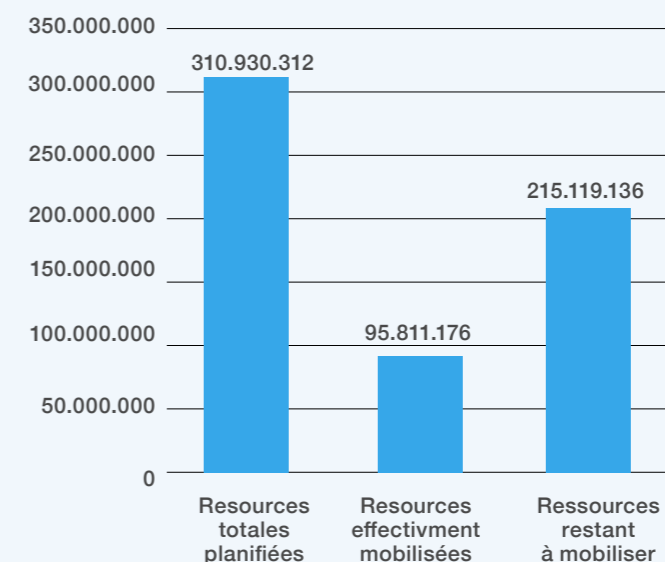
### Le financement du Plan-cadre de coopération

Le financement du cadre de coopération présente un gap d'un montant de 215 119 136 USD représentant 69,2% des ressources à mobiliser eu égard à la budgétisation initiale comme l'indique les deux graphiques ci-après :

Graphique 2 : Financement planifié



Graphique 3 : Financement actuel



Le déficit de financement qui en résulte présente un enjeu majeur pour la réalisation des résultats et requiert des efforts de mobilisation des ressources qui vont largement au-delà de l'objectif annuel initialement fixé à 30 millions USD en moyenne. Toutes les actions d'accélération de cette mobilisation des ressources doivent s'inscrire dans la stratégie de mobilisation

des ressources et de partenariat 2022 - 2026 de l'Équipe de Pays des Nations Unies. Le maintien des efforts déployés notamment en 2023 et l'exploration des nouvelles fenêtres d'opportunités de financement restent des grandes priorités de l'agenda de l'Équipe de Pays des Nations Unies.



L'année 2025 marque pour l'Union des Comores les 50 ans de son indépendance ainsi que le 50ème anniversaire de son adhésion à l'Organisation des Nations Unies, tandis que les Nations Unies célébreront au niveau mondial leur 80ème anniversaire.

Alors que le monde fait face, de plus en plus, à d'incertitudes quant à l'avenir du multilatéralisme et de l'aide au développement, cette année sera l'occasion de réaffirmer le rôle et l'importance de la coopération internationale et d'un ordre mondial pacifique, respectueux de la dignité et des droits humains. Les Nations Unies aux Comores sont engagées à faire de cette année, une année de succès et de réalisations au service des populations vivant aux Comores, afin que personne ne soit laissé pour compte.

L'Equipe de Pays entame ainsi la 4ème et avant-dernière année de mise en œuvre du Cadre de Coopération 2022-2026. Le Plan de travail conjoint pour 2025 présente un budget requis d'un peu plus de 34 millions de USD, dont 75% sont déjà disponibles.

Dans la lignée du Pacte du Futur adopté en septembre 2024 par les États membres des Nations Unies, et dans la continuité des 6 transitions identifiées pour accélérer l'atteinte des Objectifs de Développement Durable d'ici 2030, les Nations Unies continueront à appuyer l'Union des Comores en priorisant les interventions à forts impacts permettant d'accroître la résilience des populations, tout en améliorant leurs moyens de subsistance et leurs conditions de vie :

- **Renforcement de la préparation aux risques de catastrophes et aux urgences climatiques ;**
- **Soutien aux secteurs de l'éducation et de la santé ;**
- **Développement des opportunités professionnelles et l'emploi des jeunes ;**

- **Sécurisation du système alimentaire et promotion de la sécurité alimentaire ;**
- **Accompagnement des institutions et de la société civile pour promouvoir l'égalité homme-femme et lutter contre les violences basées sur le genre ;**
- **Renforcement de la paix et de la cohésion sociale**

sont autant de domaines qui continueront à constituer des priorités pour notre organisation en 2025.

Enfin, 2025 sera également l'année de l'évaluation finale du Cadre de coopération en cours. A cet égard, et avec le concours des partenaires de mise en œuvre, les Nations Unies mèneront une revue détaillée de leurs interventions conjointes depuis 2022 afin d'en faire le bilan, et de tirer les leçons acquises de ce cycle.

Ceci conduira au lancement du processus de développement du prochain Cadre de coopération – processus qui devrait débuter à la fin de l'année 2025, sous le leadership du Coordonnateur Résident des Nations Unies et en étroite collaboration avec les partenaires nationaux. Ce processus permettra de renforcer les acquis des premières années de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, et de s'assurer d'une collaboration systématique entre les agences sur les sujets conjoints afin d'accroître et renforcer l'impact des Nations Unies au service des populations.

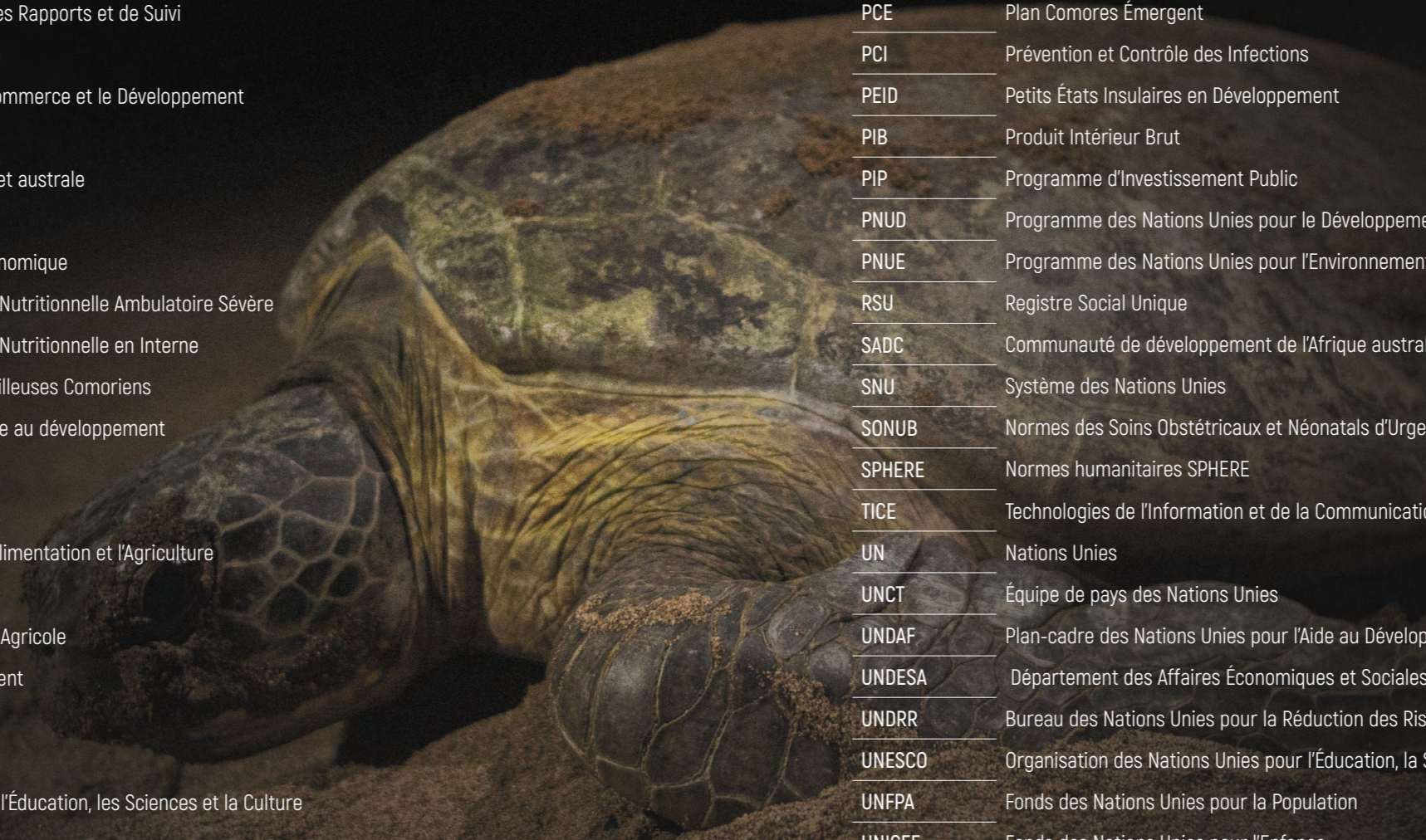
A moins de 5 ans de l'échéance des ODD, 2025 sera une année critique pour le développement du pays et de sa population ; les Nations Unies mobiliseront tous les efforts nécessaires pour être au rendez-vous.

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS



ACCI	Agence Comorienne de Coopération Internationale
AFD	Agence Française de Développement
ALECSO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
BCP	Bilan Commun Pays
BOS	Business Opérations Strategy
CCA	Common Country Analysis
CEA	Commission Économique pour l'Afrique
CCI	Centre de Commerce International
CIMERS	Comité Interministériel d'élaboration des Rapports et de Suivi
CNFI	Cadre National de Financement Intégré
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COVID	Coronavirus
CRDE	Centres Ruraux de Développement Économique
CRENAS	Centre de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle Ambulatoire Sévère
CRENI	Centre de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle en Interne
CTTC	Confédération des Travailleurs et Travailleuses Comoriens
DAD	Plateforme de gestion de l'aide publique au développement
EIR	Équipes d'Intervention Rapide
EPU	Examen Périodique Universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPaD	Forum des Partenaires au Développement
GAVI	Alliance pour le Vaccin
HCR	Haut-Commissariat des Réfugiés
ICESCO	Organisation du Monde Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture
ITC	Centre du Commerce International
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JSDGF	Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD
KOIKA	Agence Coréenne de Coopération Internationale
MEN	Ministère de l'Éducation Nationale
MODEC	Mouvement des Entreprises Comoriennes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable

OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU-DI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
OXFAM	Oxford Committee for Relief Famine (ONG)
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCE	Plan Comores Émergent
PCI	Prévention et Contrôle des Infections
PEID	Petits États Insulaires en Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissement Public
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RSU	Registre Social Unique
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SNU	Système des Nations Unies
SONUB	Normes des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base
SPHERE	Normes humanitaires SPHERE
TICE	Technologies de l'Information et de la Communication en Éducation
UN	Nations Unies
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
UNDESA	Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNODC	Office des Nations Unies Contre les Drogues et le Crime
UNSDCF	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
USD	Dollar des États-Unis
VBG	Violenace Basée sur le Genre
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine







**Coordinatrice de la publication :** Nazia Chothia

**Rédacteur principal :** Monir Mouhidine

**Graphiste :** Amir Fouad Abdou

**Contributeurs clés pour le SNU :** Al-hamdi Abdillah, Anzaouir Ben Alioiou, Samia Abdoul-Madjid, Arkadit Jeandria NKODIA, Mouslim Saadi, Saïd Brahime Boina, Ali Mohamed Ahamada, Saïfillahi Soule, Ben Charafaine Abdillahi, Nasser Youssouf, Rehema Ahmed Abdallah, Abdou Chanfi Bacar

**Contributeurs clés pour les partenaires nationaux :** Nourdine Mohamed, Farouk Ali Islame, Saïd Mohamed, Hayati Ahamada, Yahaya Bacar, Youssouf Ali Mmadi, Zaine El Ambidine Mohamed Ali Hassane, Amane Youssouf, Abdou Ahamada, Seda Saïdou, Mouzaïr Ahamada Mchinda, Darouèche Mroivili, Papa Hassane

**Contrôle-qualité :** Hind Essebre

**Pour toute demande, contactez :**

Maison des Nations Unies - Hamramba Moroni Union des Comores BP : 648, Moroni - Comores



+269 763 10 89



One.UN.Comoros



One\_UN\_Comoros



rscs-communications-com@un.org



www.comoros.un.org

**Crédits Photos :**

@Pnud : pages 8,10,14,15,36,43,45

@OMS: pages 24,32,48

@Unicef : pages 21,30,34,38

@Unfpa : pages 33,37

@ONUDI : pages 12,28

@FAO : pages 22, 25,26

